



Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, son homologue américain, Donald Trump, et le vice-président américain, J. D. Vance, dans le bureau Ovale, à Washington, vendredi 28 février.

BRIAN SNYDER/REUTERS;
JIM LO SCALZO/EPA/MAXPPP

Trump : « Vous jouez avec la troisième guerre mondiale »

L'échange tendu entre les dirigeants américains et le président ukrainien illustre le fossé transatlantique

VERBATIM

Le président américain, Donald Trump, son vice-président, J. D. Vance, et son homologue ukrainien, Volodymyr Zelensky, ont eu un violent échange devant les caméras, vendredi 28 février, dans le bureau Ovale de la Maison Blanche, à Washington. Nous en publions ici de larges extraits :

Donald Trump : « Vous voulez que je dise des choses vraiment terribles sur Poutine et que je dise ensuite : “Bonjour, Vladimir, on en est où pour le deal ?” Cela ne marche pas comme ça. Je ne suis pas aligné sur Poutine. Je ne suis aligné sur personne. Je suis aligné sur les Etats-Unis d'Amérique et sur le bien du monde. Je suis aligné sur le monde. Et je veux en finir avec cette affaire. (...) Ce n'est donc pas une question d'alignement. Je suis aligné avec le monde. Je veux qu'on en finisse. Je suis aligné avec l'Europe. (...) Vous voulez que je sois dur ? Je pourrais être plus dur que n'importe quel être humain que vous ayez jamais vu. Je serais tellement dur. Mais vous n'obtiendrez jamais un deal de cette façon. C'est comme ça. »

J. D. Vance : « (...) Pendant quatre ans, les Etats-Unis d'Amérique ont eu un président qui se levait lors des conférences de presse et faisait le dur en parlant de Vladimir Poutine. Et puis Poutine a envahi l'Ukraine et a détruit une grande partie du pays. La voie vers la paix et la prospérité passe peut-être par la diplomatie. Nous avons essayé la voie de Joe Biden, en nous frappant la poitrine et en prétendant que les paroles du président des Etats-Unis comptaient plus que les actes du président des Etats-unis. Ce qui fait de l'Amérique un pays bon, c'est l'engagement de l'Amérique dans la diplomatie. C'est ce que fait le président Trump. »

Volodymyr Zelensky : « (...) [Poutine] a occupé de grandes parties de l'Ukraine, des parties de l'Est et de la Crimée. Il l'a occupée en 2014. Pendant de nombreuses années (...), personne ne l'a arrêté. (...) De 2014 à 2022, la situation est restée la même. Des personnes sont mortes sur la ligne de contact. Personne ne l'a arrêté. Vous savez que nous avons eu des conversations avec lui. (...) En tant que nouveau président en 2019, j'ai signé avec lui, [Emmanuel] Macron et [Angela] Merkel, nous avons signé un cessez-le-feu. (...) Oui, mais après cela, il a rompu le cessez-le-feu. Il a tué nos gens et n'a pas échangé de prisonniers. (...) De quel type de diplomatie, J. D., parlez-vous ? Que voulez-vous dire ? »

J. D. V. : « Je parle du type de diplomatie qui mettra fin à la destruction de votre pays. Monsieur le président, avec tout le respect que je vous dois, je pense qu'il est irrespectueux de votre part de devenir dans le bureau Ovale et d'essayer de plaider cette question devant les médias américains. En ce moment même, vous êtes en train de forcer les conscrits à rejoindre les lignes de front parce que vous avez des problèmes d'effectifs. Vous devriez remercier le président de tenter de mettre fin à ce conflit. »

V. Z. : « Etes-vous déjà allé en Ukraine pour dire quels sont nos problèmes ? »

J. D. V. : « J'ai été à... »

V. Z. : « Venez une fois. »

J. D. V. : « J'ai regardé et vu les infos, et je sais ce qui se passe, que vous amenez des gens (...) dans une visite de propagande, monsieur le président. Contestez-vous que vous avez eu des problèmes pour faire entrer des gens dans votre armée ? Et pensez-vous qu'il est respectueux de venir dans le bureau Ovale des Etats-Unis d'Amérique et d'attaquer l'administration qui tente d'empêcher la destruction de votre pays ? »

« DEPUIS LE DÉBUT DE LA GUERRE, NOUS SOMMES SEULS. ET NOUS SOMMES RECONNAISSANTS. J'AI DIT MERCI ICI MÊME »

VOLODYMYR ZELENSKY

V. Z. : « Beaucoup de questions. (...) Tout le monde a des problèmes, même vous, mais vous avez un bel océan et vous ne le ressentez pas maintenant, mais vous le ressentirez à l'avenir. Avec la bénédiction de Dieu, vous n'aurez pas la guerre. »

D. T. : « Vous n'êtes pas ce que nous allons ressentir. Nous essayons de résoudre un problème. Ne nous dites pas ce que nous allons ressentir. »

V. Z. : « Je ne vous le dis pas, je réponds à sa question. »

D. T. : « Vous n'êtes pas en position de dicter ce que nous allons ressentir. Vous n'êtes pas en position de dicter ce que nous allons ressentir. (...) Nous allons nous sentir très bien et très forts. Vous n'êtes pas en ce moment dans une très bonne position. Vous vous êtes permis d'être dans une très mauvaise position, et il se trouve qu'il a raison à ce sujet. (...) Vous n'avez pas les cartes en main. »

V. Z. : « Je ne joue pas aux cartes. (...) Je suis très sérieux, monsieur le président. Je suis le président, dans une guerre. »

D. T. : « Vous jouez avec la vie de millions de personnes. Vous jouez avec la troisième guerre mondiale. (...) Et ce que vous faites est très irrespectueux pour ce pays, qui vous a soutenu bien plus que ce que beaucoup de gens ont dit qu'ils auraient dû faire. »

V. Z. : « Je suis très respectueux. »

J. D. V. : « Avez-vous dit merci une seule fois ? »

V. Z. : « Beaucoup de fois. »

J. D. V. : « Non, dans toute cette réunion, avez-vous dit merci ? (...) Offrez quelques mots de gratitude aux Etats-Unis d'Amérique et au président qui tente de sauver votre pays. (...) »

D. T. : « Vous ne gagnez pas. Vous avez une sacrée chance de vous en sortir grâce à nous. »

V. Z. : « Nous tenons bon, monsieur le président, nous restons dans notre pays, nous restons forts. Depuis le début de la guerre, nous sommes seuls. Et nous sommes reconnaissants. J'ai dit merci ici même. »

D. T. : « Vous n'avez pas été seuls. Vous n'avez pas été seuls. Nous vous avons donné, par ce stupide président [Joe Biden], 350 milliards de dollars [338 milliards d'euros]. (...) Nous vous avons donné des équipements militaires. Et vos hommes sont courageux, mais ils ont dû utiliser notre équipement militaire. (...) Sans notre équipement militaire, cette guerre aurait été terminée en deux semaines. »

V. Z. : « En trois jours. J'ai entendu Poutine le dire. En trois jours. (...) »

D. T. : « Il va être très difficile de faire des affaires comme ça. »

J. D. V. : « Dites juste merci. »

V. Z. : « Je l'ai souvent dit au peuple américain. »

J. D. V. : « Acceptez qu'il y ait des désaccords, et allons débattre de ces désaccords plutôt que (...) nous battre devant les médias américains alors que vous avez tort. Nous savons que vous avez tort. »

D. T. : « Mais vous voyez, je pense qu'il est bon pour le peuple américain de voir ce qui se passe. Je pense que c'est très important. C'est pour cela que j'ai laissé ceci se poursuivre si longtemps. Il faut être reconnaissant. Vous n'avez pas les cartes en main. »

V. Z. : « Je suis reconnaissant. »

D. T. : « Vous êtes enterrés là-bas. Vous avez des gens qui sont morts. (...) Ecoutez, vous manquez de soldats. (...) Et puis vous nous dites : “Je ne veux pas cesser le feu. Je ne veux pas cesser le feu. Je veux partir. Et je veux ci et je veux ça.” Si vous pouviez obtenir un cessez-le-feu maintenant, je vous le dis, vous l'accepteriez pour que les balles cessent de voler et que vos hommes cessent d'être tués. »

V. Z. : « Bien sûr que nous voulons arrêter la guerre. »

D. T. : « Mais vous dites que vous ne voulez pas de cessez-le-feu ? »

V. Z. : « Avec des garanties. »

D. T. : « Je veux un cessez-le-feu. Parce que vous obtiendrez un cessez-le-feu plus rapidement qu'un accord. »

V. Z. : « Demandez à notre peuple ce qu'il pense du cessez-le-feu. (...) »

Une journaliste : « Et si la Russie rompt un cessez-le-feu ? »

D. T. : « Et si, et si. Et si une bombe vous tombait sur la tête en ce moment même ? Et s'ils le rompent ? Je ne sais pas. Ils l'ont rompu avec Biden parce que Biden, ils ne le respectaient pas. Ils ne respectaient pas Obama. Ils me respectent. (...) »

Tout ce que je peux dire, c'est ceci. [Poutine] a peut-être rompu des accords avec Obama et Bush, et il les a peut-être rompus avec Biden. Peut-être. Je ne sais pas ce qui s'est passé. Mais il ne les a pas rompus avec moi. Il veut conclure un deal. (...) Soit vous concluez un accord, soit nous nous retirons. (...) »

Une fois que nous aurons signé cet accord, vous serez dans une bien meilleure position. Mais vous n'agissez pas du tout avec reconnaissance. Et ce n'est pas une bonne chose. Je vais être honnête. Ce n'est pas une bonne chose. Je pense que nous en avons vu assez. Ça va être de la grande télévision. ■

En Ukraine : « C'est indigne de l'Amérique »

Les réactions dans les médias et sur les réseaux sociaux font état d'une « humiliation » infligée par Donald Trump

KIEV - correspondant

Colère, angoisse, tristesse. Les propos du président américain à l'égard de l'Ukraine et de Volodymyr Zelensky, vendredi 28 février, ont provoqué indignation et effroi dans le pays en guerre. Un torrent d'émotions que les Ukrainiens, qu'ils soient civils à l'arrière ou soldats sur le front, ont partagé en masse sur les chaînes Telegram et les réseaux sociaux, tout au long d'une nuit marquée par de nombreux bombardements russes sur plusieurs villes.

Le choc a été d'autant plus important que beaucoup, ces derniers jours, espéraient un rapprochement entre Volodymyr Zelensky et Donald Trump, bien que ce dernier eut annoncé le 12 février l'ouverture de négociations avec la Russie pour mettre un terme au conflit, sans y inclure Kiev. Les relations entre les deux hommes semblaient en effet se diriger vers un apaisement, après la promesse d'un accord sur l'exploitation commune des ressources naturelles ukrainiennes, dont la première version, très désavantageuse pour Kiev, avait été repoussée au risque de frustrer le président américain. A la veille de ce rendez-vous avec son homologue, Donald Trump avait même employé, jeudi 27 février, des mots

doux à l'égard du président ukrainien, niant l'avoir jamais traité de « dictateur » – ce qu'il avait fait une semaine auparavant – et invoquant son « respect » pour « le meilleur président d'Ukraine ».

« C'était un piège »

Et puis tout a basculé. Soudainement, brutalement, violemment, dès la première poignée de main entre Volodymyr Zelensky et Donald Trump, avec une réflexion ironique de ce dernier sur la tenue noire militaire du président en guerre depuis trois ans.

Les télévisions ukrainiennes ont évidemment partagé les images ahurissantes de l'altercation entre Donald Trump, son vice-président J. D. Vance et Volodymyr Zelensky. La scène a provoqué une onde de choc. « Tandis que nous pleurons nos morts, nous regardons les dirigeants américains humilier l'Ukraine par l'intermédiaire

de notre président en le traitant comme un subordonné plutôt que comme un partenaire égal », s'est émue sur Instagram l'activiste Mariam Naiem. « Je n'ai pas voté pour Zelensky, mais je le soutiens pleinement aujourd'hui », écrit de son côté l'ancien ministre adjoint de la défense, Vitaliy Deynega. Aujourd'hui, je n'ai pas eu honte du président et du pays. Je ne suis pas sûr que les Américains puissent en dire autant. » De nombreux messages similaires de soutien au chef d'Etat ont été publiés sur les réseaux sociaux. Le politiste Igor Chalenko s'attend toutefois à ce qu'une partie de l'opposition dénonce le « manque de finesse diplomatique » de Volodymyr Zelensky pendant cette rencontre cruciale pour le pays en guerre. « Qu'est-ce que vous voulez que je vous dise ?, lâche au téléphone un officier combattant depuis 2014 et le début de la guerre du Donbass.

Rubio appelle Zelensky à s'excuser

Le président ukrainien devrait « s'excuser de nous avoir fait perdre notre temps pour une réunion qui allait se terminer de la sorte », a affirmé, vendredi 28 février, Marco Rubio, le chef de la diplomatie américaine, lors d'une interview à la chaîne CNN, après l'altercation entre Volodymyr Zelensky et Donald Trump à la Maison Blanche, devant les caméras de télévision. « Nous avons détaillé très clairement ce qu'était notre plan, qui est d'amener les Russes à la table des négociations », a-t-il dit. Le président ukrainien a estimé, vendredi, ne pas devoir d'excuses à son homologue américain.

« JE N'AI PAS EU HONTE DU PRÉSIDENT. JE NE SUIS PAS SÛR QUE LES AMÉRICAINS PUISSENT EN DIRE AUTANT »

VITALIY DEYNEGA
ex-ministre adjoint
de la défense ukrainien

Oui, c'est très dur, et c'est une tragédie pour le monde entier. Mais cela ne nous empêchera pas de continuer à nous battre pour défendre nos enfants, nos maisons et notre pays. » « Les dirigeants américains ont manqué de respect aux Ukrainiens et à leur lutte pour la liberté », affirme Igor Chalenko. C'est ainsi que la situation est perçue en Ukraine. « Les alliés ne se comportent pas comme ça, surtout pas en public », écrit sur Facebook le rédacteur en chef de Nvua, Vitaly Sych. « Il s'agissait d'une tentative répugnante de frapper le président d'un pays en guerre en utilisant toutes les faiblesses possibles. C'est tout simplement indigne de l'Amérique. »

« Ils ont provoqué Zelensky et Zelensky ne pouvait pas ne pas réagir », estime l'expert politique

et enseignant Oleksiy Haran. « C'était un piège », affirme l'ancien diplomate et expert en relations internationales au Centre pour les stratégies de défense, Oleksandr Khara. « L'Ukraine est condamnée à être blâmée pour son “manque de volonté” à rechercher la paix », ajoute M. Khara, certain que cette dernière rencontre n'est que la confirmation de la ligne de la Maison Blanche pour parvenir à un cessez-le-feu dans le pays. Ces dernières semaines, tout en mettant Kiev de côté, l'administration américaine n'a cessé de multiplier les contacts avec le Kremlin tout en s'alignant sur les éléments de langage russes, allant même jusqu'à voter aux côtés de la Russie, de la Biélorussie et de la Corée du Nord contre une résolution préparée par l'Ukraine à l'ONU, lundi 24 février.

Le président ukrainien était allé à Washington pour discuter de garanties de sécurité. Il en repart avec une encore plus grande incertitude sur le soutien américain. « Nous nous battons et chercherons des solutions », a affirmé sur Facebook Vitaly Sych. C'est ce que nous faisons depuis trois ans maintenant. Nous trouverons ces voies avec les Américains, ou nous les trouverons avec quelqu'un d'autre. ■

THOMAS D'ISTRIA

GUERRE EN UKRAINE

Réunions de crise entre Européens, seuls face à Moscou

Si la plupart des dirigeants ont apporté leur soutien au président ukrainien, l'Europe doit résoudre des questions existentielles

LONDRES - correspondante

Est maintenant ? Au-delà de l'Ukraine, c'est toute l'Europe qui est ébranlée par l'échec et la violence de la rencontre entre Donald Trump et Volodymyr Zelensky, vendredi 28 février, à la Maison Blanche. Sans les Etats-Unis, comment résister à Moscou ? Comment, en cas de lâchage américain, continuer à soutenir Kiev et, au-delà, assurer la sécurité de l'Europe face à une Russie confortée par une administration Trump prête à toutes les concessions pour signer au plus vite la cessation des hostilités ? C'est à ces questions existentielles que devraient s'efforcer de répondre les Européens lors du sommet que le premier ministre britannique, Keir Starmer, a organisé à Londres dimanche 2 mars. Après les échanges plutôt chaleureux qu'il avait eus avec Donald Trump, jeudi 27 février, le Britannique espérait convaincre ses partenaires de la capacité de son gouvernement à servir de « pont » entre le Vieux Continent et les Etats-Unis. L'humiliation subie par M. Zelensky devant les caméras du monde entier efface d'un coup ses efforts, ainsi que ceux d'Emmanuel Macron, pour plaider la cause ukrainienne auprès de Donald Trump.

En vingt-quatre heures, vendredi, les Européens se retrouvent encore plus seuls qu'ils ne l'étaient lorsque à la Conférence de Munich sur la sécurité, le 14 février, le vice-président J. D. Vance avait spectaculairement minimisé les menaces russes et chinoises pour critiquer l'Union européenne. Comme l'a reconnu vendredi l'Estonienne Kaja Kallas, la pourtant très atlantiste haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères, sur le réseau X : « Aujourd'hui, il est devenu clair que le monde libre a besoin d'un nouveau leader. C'est à nous, Européens, de relever ce défi. »

S'il est maintenu, le sommet de Londres va donc se transformer

« NOUS SOMMES AVEC L'UKRAINE POUR LE MEILLEUR ET POUR LE PIRE »

FRIEDRICH MERZ
probable futur
chancelier allemand

en un nouveau sommet de crise. Après avoir parlé au téléphone aux présidents Trump et Zelensky, le premier ministre britannique a promis, tard dans la soirée vendredi, son soutien « inébranlable » à l'Ukraine, et assuré vouloir « prendre sa part pour trouver une paix durable, fondée sur la souveraineté et la sécurité de l'Ukraine ».

Outre le président Zelensky, ce sommet londonien doit réunir les chefs d'Etat et de gouvernement français, allemand, polonais, italien, danois ou turc, ainsi que la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, le président du Conseil, Antonio Costa, et le secrétaire général de l'OTAN, Mark Rutte. Keir Starmer a prévu de s'entretenir auparavant par vidéo avec les dirigeants des pays baltes (Lettonie, Lituanie, Estonie). La réunion doit notamment permettre de poursuivre les travaux préparatoires à la force de maintien de la paix européenne que Londres et Paris proposent de déployer en Ukraine, dans le cadre d'un véritable accord de paix, après un éventuel cessez-le-feu.

Après les échanges et la rupture entre Donald Trump et Volodymyr Zelensky, l'espoir d'un *back-stop*, appui sécuritaire américain pour dissuader Vladimir Poutine de violer un futur accord, pourrait devenir illusoire. La question sera davantage de savoir si Keir Starmer maintient sa proposition d'envoyer des soldats britanniques en Ukraine, au risque de confrontations avec les Russes, sans l'appui des Américains. Et si d'autres Etats européens – dont la France – sont prêts à le suivre.

Les dirigeants des Vingt-Sept doivent de leur côté se réunir, jeudi 6 mars, à Bruxelles, pour un conseil européen extraordinaire. Les Européens devaient annoncer de nouvelles mesures de soutien à Kiev et se concerter sur la façon de renforcer leurs efforts de défense, afin de mieux « partager le fardeau » avec leur « allié » américain. Nul doute que la charge de Donald Trump contre le président ukrainien risque de les obliger à précipiter certaines décisions – sans attendre que leur riposte sécuritaire soit prête.

Avant même ces sommets, les réactions de solidarité ont très vite afflué, vendredi 28 février. D'Emmanuel Macron à Donald Tusk en passant par Olaf Scholz et les responsables des instances bruxelloises, la plupart des dirigeants du Vieux Continent ont apporté leur soutien au président ukrainien, confronté à l'hostilité des Etats-Unis, au moment où le soutien militaire américain est d'autant plus crucial que les forces russes continuent de progresser sur le terrain.

Viktor Orban soutient Trump

« Une Europe puissance, nous en avons plus que jamais besoin. (...) Le sursaut, c'est maintenant », a tweeté Emmanuel Macron, après le départ précipité du dirigeant ukrainien de la Maison Blanche. Pour lui, « si quelqu'un joue à la troisième guerre mondiale, c'est Vladimir Poutine », et non Volodymyr Zelensky, comme l'en a accusé Donald Trump.

Lors de son passage à la Maison Blanche, lundi 24 février, le président français avait espéré que son homologue ukrainien vienne au plus vite à Washington pour signer l'accord sur les terres rares négocié au forceps avec Washington – un compromis qui est resté en suspens, vendredi soir. Cela devait permettre à Volodymyr Zelensky, espérait-il, de détailler ses positions à Donald Trump, avant que celui-ci ne rencontre Vladimir Poutine, à une date encore incertaine. Alors que les Américains menaçaient de renoncer au

rendez-vous, Emmanuel Macron avait pris son téléphone, mercredi 26 février, pour convaincre le locataire de la Maison Blanche de recevoir M. Zelensky.

A la fin d'une visite au Portugal, vendredi 28 février, le chef de l'Etat français s'est dit prêt à « ouvrir la discussion » sur la dissuasion nucléaire européenne, à la suite des demandes en ce sens du probable futur chancelier allemand, le chef de file chrétien-démocrate Friedrich Merz. Une demande, elle aussi, impensable, il y a encore quelques mois. « Nous sommes avec l'Ukraine pour le meilleur et pour le pire. Nous ne devons jamais confondre l'agresseur et la victime dans cette terrible guerre », a assuré ce dernier. « Vous ne serez jamais seuls », ont proclamé dans la soirée Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission européenne, et Antonio Costa, celui du Conseil européen.

Face aux questions cruciales qui se posent à eux – quelle relation transatlantique ? quelle paix en Europe ? –, les Européens sont divisés. « Ce qu'il faut, c'est un sommet immédiat entre les Etats-Unis, les Etats européens et les alliés pour parler franchement de la manière dont nous entendons faire face aux grands défis d'aujourd'hui, à commencer par l'Ukraine, que nous avons défendue ensemble ces dernières années », a indiqué la présidente du conseil italien, Giorgia Meloni, vendredi soir, en gardant une position médiane.

Tout en soutenant l'Ukraine, M^{me} Meloni n'entend pas critiquer l'administration Trump, dont elle est idéologiquement proche. Quant au premier ministre hongrois, Viktor Orban, il a appuyé explicitement la démarche de Donald Trump, à l'instar de nombreux partis d'extrême droite, dont le FPÖ autrichien et la Ligue de Matteo Salvini en Italie. « Le président Donald Trump a courageusement défendu la paix, a commenté le dirigeant populiste. Les hommes forts font la paix, les hommes faibles font la guerre. » ■

CÉCILE DUCOURTIEUX
ET PHILIPPE RICARD (À PARIS)

Bruxelles souhaite approfondir son partenariat avec l'Inde

Les deux parties doivent conclure un accord de libre-échange « d'ici à la fin de l'année »

BRUXELLES – bureau européen
NEW DELHI – correspondance

Alors que les relations transatlantiques n'ont jamais apparu aussi tendues que depuis le retour de Donald Trump à la Maison Blanche, y compris sur le plan commercial, l'Europe est décidée à davantage diversifier ses partenariats au niveau mondial, et à approfondir plus particulièrement sa coopération avec l'Inde, le pays le plus peuplé de la planète.

« Les planètes sont alignées, l'Europe et l'Inde le sont aussi », a assuré la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, à New Delhi, vendredi 28 février, sous le regard de son hôte, le premier ministre indien, Narendra Modi, tout sourire. Après des années de négociations, Bruxelles et New Delhi ont fait part de leur volonté de parvenir enfin à un accord commercial d'ici à la fin 2025, et d'explorer d'autres domaines de coopération, notamment en matière de sécurité et de défense.

« Nous avons demandé à nos équipes de conclure un accord bilatéral de libre-échange mutuellement bénéfique d'ici à la fin de l'année », a assuré Narendra Modi.

Avec 124 milliards d'euros d'échange de marchandises en 2023, soit quelque 12 % du total du commerce indien, l'Union européenne (UE) est déjà le plus important partenaire commercial de l'Inde, devant les Etats-Unis et la Chine. Pour autant, l'Europe et l'Inde n'étaient jusque-là jamais parvenues à un accord. Les premières négociations remontent à 2007, mais, faute d'avancées sur de nombreux points d'achoppement, elles avaient été suspendues en 2013, avant d'être finalement relancées en 2022.

Le marché indien, en pleine expansion, demeure protégé par des droits de douane élevés mais aussi par des barrières non tarifaires. Le pays ne représente pour l'instant que 2,2 % du commerce de marchandises de l'UE, et Bruxelles aimerait voir New Delhi ouvrir davantage son marché aux voitures ainsi qu'aux vins et spiritueux européens. « Sans engagement substantiel sur les voitures, par exemple, il ne pourra y avoir d'accord de libre-échange », a estimé un officiel européen qui participait au déplacement.

Eviter les sujets qui fâchent

La visite de la présidente de la Commission, accompagnée par l'essentiel du collège des commissaires européens, se voulait inédictée par son ampleur. Il s'agissait aussi du premier déplacement hors d'Europe du nouvel exécutif et avait donc valeur de symbole.

« L'Europe et l'Inde se trouvent toutes deux à un moment de repositionnement stratégique. Le retour au pouvoir de Donald Trump à Washington a créé une crise dans les relations transatlantiques, obligeant Bruxelles à rechercher de nouveaux partenariats géopolitiques », souligne James Crabtree, chercheur associé auprès de l'ECFR, un groupe de réflexion européen. « La volatilité créée par Donald Trump va changer la façon dont le monde opère, et le partenariat avec l'Union européenne offre à l'Inde un certain degré de stabilité et de prévisibilité », ajoute Harsh V. Pant, chercheur associé à l'Observer Research Foundation, un groupe de réflexion considéré comme proche du ministère des affaires étrangères indien.

L'ombre du président américain aura plané sur toute la visite. « A une époque de conflits et de concurrence intense, il faut des amis de confiance », a lancé la présidente

Pour l'Union européenne, l'essentiel est de poursuivre la diversification de ses relations commerciales

de la Commission dès son arrivée à Delhi, jeudi. Quitte à éviter les sujets qui fâchent ? L'Inde, alliée historique de Moscou, qui lui fournit l'essentiel de son équipement militaire, n'a jamais explicitement condamné l'invasion russe de l'Ukraine. En dépit des sanctions occidentales, le géant sud-asiatique n'a cessé d'importer du pétrole russe. New Delhi et Bruxelles devaient évoquer cette épineuse question, mais les deux partenaires se sont contentés de rappeler leur attachement à une « paix juste et durable » en Ukraine.

Pour Bruxelles, l'essentiel est bien de poursuivre sa diversification tous azimuts de ses relations avec le reste du monde. Alors que lors de son premier mandat les négociations de nouveaux accords de libre-échange patinaient, Ursula von der Leyen veut trouver de nouveaux alliés depuis que Donald Trump menace d'imposer des nouveaux droits de douane à l'Union européenne.

Champ de coopération élargi

Après la finalisation de la négociation de l'accord de libre-échange du Mercosur fin 2024, Bruxelles a annoncé un approfondissement de ses partenariats avec le Mexique et le Canada ou la relance des discussions avec la Malaisie, enlisées depuis dix ans. Au Forum économique mondial de Davos (Suisse), Ursula von der Leyen a même signalé, le 21 janvier, que l'Europe entendait « rechercher des avantages mutuels dans [son] dialogue avec la Chine », malgré les fortes tensions entre les deux blocs commerciaux.

Les négociations commerciales ne sont pas tout. « L'Europe a compris que les négociations avec l'Inde pour un accord de libre-échange seront difficiles, elle a donc décidé de modifier son objectif et d'élargir le champ de coopération à d'autres domaines, dont les technologies, le renforcement de la sécurité économique en s'assurant une chaîne d'approvisionnement sûre en Inde, ou en abordant la question de la sécurité », précise M. Crabtree.

Après la Japon et la Corée du Sud en 2024, l'Europe veut lancer un partenariat en matière de sécurité et de défense, car « nous avons de nombreux intérêts communs », rappelle la présidente de la Commission. Cet accord est censé structurer les coopérations civiles ou militaires entre l'UE et ses partenaires en matière de sécurité maritime, spatiale ou de lutte contre le terrorisme.

En 2021, l'Europe, dans le cadre de sa mission de surveillance du golfe d'Aden, et l'Inde avaient déjà organisé un exercice militaire conjoint. « Nous pouvons construire sur ce type de projet commun pour aller plus loin », confie une source diplomatique à Bruxelles, qui précise que les discussions sont pour l'instant très préliminaires. « Si l'UE et l'Inde veulent arriver à un accord significatif, les négociations seront longues et complexes », anticipe James Crabtree, qui assure néanmoins que « personne n'avait anticipé il y a encore quelques mois que l'Europe allait se lancer dans de tels échanges avec l'Inde ». ■

CAROLE DIETERICH
ET PHILIPPE JACQUÉ

Moscou jubile de voir « le clown cocaïné » recevoir « une baffe »

MOSCOU N'EN DEMANDAIT sans doute pas tant : Donald Trump a donné à Volodymyr Zelensky, vendredi 28 février, la correction que Vladimir Poutine aurait aimé lui infliger. Après la vive altercation à la Maison Blanche entre les présidents américain et ukrainien, le chef du Kremlin n'a pas publiquement réagi.

Mais, loin des réactions européennes saluant le courage de M. Zelensky face aux envolées de M. Trump et de son vice-président, J. D. Vance, les médias au service de M. Poutine ont fait passer ses messages : le président américain a sévèrement réprimandé le « clown », comme est régulièrement moqué le dirigeant ukrainien ; il cessera d'envoyer des armes à un pays qui a de « gros problèmes » et ne peut pas l'emporter face à l'armée russe ; Kiev joue avec le risque de « troisième guerre mondiale » ; seuls Moscou et Washington ont « les cartes en main ».

En direct depuis le bureau Ovale, M. Trump a plus que jamais tenu le même discours que le Kremlin et a repris ses expressions, voulant se montrer sans censure ni limites, comme M. Poutine prétend l'être. « Pour la première fois, Trump a dit la vérité en face au clown cocaïné. Le porc insolent a finalement reçu une bonne baffe », s'est félicité, sur Telegram, Dmitri Medvedev, numéro deux du Conseil de sécurité de la Fédération de Russie.

L'ex-président jadis réputé libéral, devenu l'un des faucons les plus volubiles, a toutefois prévenu : « C'est utile. Mais cela ne suffit pas : nous devons mettre un terme à laide militaire apportée à la machine nazie. » Allusion à l'objectif ultime depuis le lancement, le 24 février 2022, de l'opération militaire spéciale du Kremlin en Ukraine : la « dénazification » du voisin et, à Kiev, l'arrivée de nouveaux dirigeants pro-Kremlin.

« Zelensky mord la main qui l'a nourri »

Les propos de MM. Trump et Vance ont été bien accueillis sur les réseaux sociaux les plus nationalistes, ceux-là mêmes qui ne veulent rien céder : sur le front militaire, l'armée gagne du terrain ; aucune négociation avec Washington ne devrait la distraire de sa marche victorieuse.

« La façon dont Trump et Vance se sont contents et n'ont pas giflé cette ordure relève du miracle de retenue, a ironisé pour sa part la porte-parole de la diplomatie russe, Maria Zakharova, sur Telegram. Je pense que le plus gros mensonge de Zelensky, parmi tous ses mensonges, est sa déclaration à la Maison Blanche selon laquelle le régime de Kiev était seul en 2022, sans soutien. »

Ainsi la diplomatie russe se réjouit-elle du renversement narratif à Washington : accusée désormais par M. Trump d'avoir commencé la guerre, l'Ukraine fe-

rait tout aujourd'hui pour la prolonger aux frais des Etats-Unis. Alors que les médias favorables au Kremlin assurent depuis des mois que Kiev abuse de la patience et des finances des Etats-Unis, les derniers propos de M. Trump ne font que nourrir un peu plus cette rhétorique. « Zelensky mord la main qui l'a nourri », a raillé M^{me} Zakharova.

Citée par l'agence de presse Ria Novosti, Kristina Ivanenko, présentée comme experte en sciences psychologiques, assure que les expressions faciales de M. Zelensky ont traduit « tout le spectre des émotions négatives associées à la dissonance cognitive entre les attentes et la nouvelle réalité : impatience, irritation, déception ». Alors que la vidéo de l'escalade verbale a fait le tour des réseaux sociaux, certains commentateurs ont même cru lire sur les lèvres de M. Zelensky une injure adressée à M. Vance.

Beaucoup de Russes en sont persuadés, telle Elena, mère de foyer : « Zelensky est un idiot ! L'Europe ne l'a toujours pas compris ? », écrit-elle au Monde. « Je suis sous le choc, confie au contraire Piotr, universitaire. La majorité ici assure que Zelensky est un crétin. Mais il s'est comporté très courageusement. Il a fait ce qu'il devait en ne se laissant pas avoir par Trump. » Des propos rares en Russie après cette altercation que Moscou considère déjà comme « historique ». ■

BENJAMIN QUÉNELLE